

COMPTE RENDU du Conseil Municipal

SÉANCE DU 27 JUIN 2012

L'an deux mil douze, le vingt sept juin à 20 heures 30, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni, au lieu ordinaire de ses séances, sous la Présidence de Monsieur Bruno LOUSTALET, Maire.

Présents : M. LOUSTALET, Maire –
MM. MAISONNAS, TRACLET, MANIE, GUILLARD Adjoints
Mmes BORREL-JEANTAN, DIDIER,
MM. ABBOU, BALOUZET, DENIS, CAPLAT, COTE, GRUMET ; PRUDON

Excusée : M. GAUTHIER

Secrétaire de séance : M. BALOUZET

1. COMPTE RENDU DE LA PRECEDENTE REUNION :

Le compte rendu de la séance précédente est adopté.

2. C. C. M. P.

a) Fonds de Concours

Mr le Maire précise que la CCMP a voté la mobilisation du fond de concours pour diverses opérations d'équipement et des travaux d'enfouissement des réseaux et introduit la délibération de la commune qui doit être adoptée dans les mêmes termes que celle de la CCMP.

DELIBERATION 12/03/01 : FONDS DE CONCOURS

Monsieur le Maire rappelle que conformément au V de l'article L.5214-16 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) des fonds de concours peuvent être versés entre la communauté de communes et les communes membres après accords concordants exprimés à la majorité simple des deux conseils pour financer la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement.

Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par la commune bénéficiaire.

Depuis le 1er janvier 2006 les fonds de concours sont considérés comme des immobilisations incorporelles et imputés directement en section d'investissement.

Lors de la séance du 09 juillet 2009 le conseil communautaire a décidé d'amortir les fonds de concours sur une durée de 10 ans.

Pour mémoire, une inscription de 950 000 € a été inscrite au budget primitif 2011.

Monsieur le Maire informe que la commune de Thil a fait en début d'année des demandes de fonds de concours relatives aux opérations suivantes

.../...

<u>Objet des travaux</u>	<u>Dépenses prévisionnelles € HT (télécom)</u>	<u>Subventions perçues</u>	<u>Charge nette estimée €HT</u>	<u>Fonds de concours €</u>
Enfouissement de réseaux et éclairage public (119)	135 869,57	48 750,00	87 119,57	43 559,78
Opération Matériel Mairie (103)	20 903,01	0	20 903,01	10 451,51
Opération Matériel Voirie (117)	5 016,72	0	5 016,72	2 508,36
Opération Travaux Sécurité (118)	932,27	0	932,27	466,14
Opération Travaux Eglise (133)	13 210,70	6 068,00	7 142,70	3 571,35
Opération Cadre de Vie (136)	9 197,32	0	9 197,32	4 598,66
Opération Acquisition Matériel Ecole (89)	3 762,54	0	3 762,54	1 881,27
	188 892,15	54 818,00	134 074,15	67 037,07

Monsieur le Maire rappelle la délibération favorable du Conseil communautaire du 27 juin 2012 rendue exécutoire par sa transmission à la Préfecture de l'Ain.

Suite à cette présentation, Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de délibérer.

Le Conseil Municipal,

Où les explications de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré :

1. Accepte les fonds de concours communautaires suivants :

- Enfouissement et éclairage public : 43 559,78 €
- Autres opérations d'investissement : 23 477,29 €

2. La mobilisation des fonds de concours de la manière suivante :

- Opérations de travaux : 50% à l'ouverture du chantier sur justificatif, le solde à la réception des travaux sur la base d'un bilan détaillé de l'opération signé du Maire faisant apparaître le montant de la charge nette,
- Opérations d'équipements : Versement de la totalité du fonds de concours à réception de la copie de la facture signée du Maire accompagnée du grand livre faisant mention le cas échéant de la subvention perçue.

La recette correspondante sera imputée à l'article 1325 (opérations 89, 103, 117, 118, 119, 133 et 136) du budget principal.

<i>Pour</i>	<i>14</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>0</i>

b) Centre Aquatique Lilô

Mr le Maire fait part à l'Assemblée que la CCMP a voté l'application des tarifs piscine pour les scolaires qui passe de 75 € à 77,90 €, soit une augmentation de 3,87 %.

Il informe qu'il est nécessaire de nommer deux membres à la Commission d'Appel d'Offres. Mr Cote et Mr le Maire sont candidats.

**DELIBERATION 12/03/02 : CONVENTION EN VUE D'ETABLIR UN GROUPEMENT DE
COMMANDE ET DE DESIGNER LA CCMP EN TANT QUE COORDONNATEUR POUR L'ORGANISATION
DES TRANSPORTS SCOLAIRES AU CENTRE AQUATIQUE COMMUNAUTAIRE**

.../...

Monsieur le Maire rappelle au Conseil que le Centre Aquatique de la Communauté de Communes de Miribel et du Plateau est ouvert à la fréquentation des scolaires depuis le mois de novembre 2011.

Les frais de transport des scolaires de l'école communale au centre aquatique étant à la charge des communes, la Communauté de Communes propose l'organisation d'un marché sous forme d'un groupement de commande de sorte à pouvoir bénéficier des meilleurs prix possibles pour le transport des scolaires au Centre aquatique communautaire.

Pour ce faire il convient au préalable d'établir un groupement de commande autorisant la CCMP en tant que coordonnateur à lancer cette consultation

Il est impératif pour ce faire que le Conseil municipal :

- approuve sa participation au groupement de commande,
- autorise le Maire à signer la convention de groupement
- désigne au sein des membres de sa Commission d'Appels d'Offres un titulaire et un suppléant qui participeront à une Commission d'Appels d'Offres propre au groupement.

Le Conseil,

Après en avoir délibéré,

- approuve la participation de la Commune de Thil au groupement de commande,
- autorise Mr le Maire à signer la Convention de groupement de commande ci-après annexée,
- désigne Mr Bruno LOUSTALET, membre de la Commission d'Appel d'offres comme membre titulaire et Mr Jean-Claude COTE, comme membre suppléant à la Commission d'Appel d'offres relative au groupement de commande

<i>Pour</i>	<i>14</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>0</i>

3. **TRAVAUX D'ENFOUISSEMENT DES RESEAUX**

Monsieur le Maire informe que le Président de la Communauté de Communes a signé le bon de commande qui sera adressé demain à la Société EIFFAGE pour les travaux situés au Mas Durand. Ces travaux commenceront dès demain.

En ce qui concerne les travaux du réseau Telecom, la commune est maître d'ouvrage.

Mr Traclet précise que les travaux (tranchées) ont commencé ce jour. Jusqu'au 09 juillet prochain, l'entreprise travaillera en maintenant la circulation (en alternat) rue de la Mairie.

A partir du 09 juillet prochain, la circulation sera interrompue et la déviation via le Mas Durand sera opérationnelle.

Concernant les travaux pilotés par la CCMP, Mr Traclet attend les plans concernant l'implantation des feux, etc. Les panneaux d'information seront mis en place dès la fin de cette semaine.

Il informe qu'un ralentisseur provisoire sera placé sur le Mas Durand.

.../...

Mr Grumet demande qui a pris l'initiative de faire installer ce ralentisseur sur cette voirie. Mr Traclet précise que c'est une décision commune avec la CCMP et la Société EIFFAGE. Mr Grumet n'est pas favorable à la mise en place de ce dos d'âne. Il rappelle que dans le cadre de son activité professionnelle, il est régulièrement appelé à circuler en tracteur sur cette voirie.

Mr Traclet précise que c'est pour une raison de sécurité notamment vis-à-vis des enfants qui circulent en vélo.

Mr Guillard est favorable à la mise en place de ce ralentisseur. Mr Cote également dans la mesure où c'est provisoire.

Mr Balouzet est dans la même situation que Mr Grumet, mais précise que la commune n'a pas le choix.

Mr le Maire propose de soumettre au vote le maintien du ralentisseur provisoire sur le chemin du Mas Durand :

Pour : 13

Contre : 1

Abstention : 0

DELIBERATION N° 12/03/03 : CONVENTIONS DE MANDAT SIEA

Monsieur le Maire rappelle que le Syndicat Intercommunal d'Energie et d'e-communication de l'Ain doit procéder aux travaux au titre de l'amélioration esthétique des réseaux électriques et téléphoniques dans les secteurs suivants :

- Sur la RD 61 B :
 - Secteur "Mas Durand" ,
 - Secteur "Rue de la Mairie – Nord"
 - Secteur "Rue de la Mairie – Sud"
- Sur la RD 61 A :
 - Secteur "rue Neuve Nord et Sud"

Pour ce qui concerne, les travaux relatifs à la mise en souterrain des réseaux électriques basse tension et du réseau fibre optique, la commune ayant transféré la compétence au Syndicat Intercommunal d'Energie et d'e-communication de l'Ain, les travaux seront réalisés sous sa maîtrise d'ouvrage.

Par contre pour ce qui concerne les travaux de mise en souterrain du réseau de télécommunication, la maîtrise d'ouvrage en incombe à la commune.

Compte tenu, d'une part de la technicité des travaux et d'autre part de la concomitance des opérations, il est proposé de confier au Syndicat Intercommunal d'Energie et d'e-communication de l'Ain, dans les termes de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985, le mandat aux fins de réaliser au nom et pour le compte de la commune les travaux y afférant dans les secteurs susvisés.

Une convention de mandat est à conclure par la commune à cette fin pour chacun des secteurs de travaux avec le Syndicat Intercommunal d'Energie et d'e-communication de l'Ain.

Suite à cette présentation, Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de délibérer.

Le Conseil Municipal,

Où les explications de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré :

3. Autorise Monsieur le Maire à signer les conventions de mandat pour la réalisation de travaux de génie civil de télécommunication avec le Syndicat Intercommunal d'Energie et d'e-communication de l'Ain représenté par son Président Monsieur Jean-François PELLETIER,

.../...

4. Autorise Monsieur le Maire, à l'issue des travaux, à mandater au Syndicat Intercommunal d'Energie et d'e-communication de l'Ain le montant toutes taxes comprises des travaux majorés des honoraires de la maîtrise d'œuvre, des frais de gestion et diminués de la subvention Syndicat Intercommunal d'Energie et d'e-communication de l'Ain.

<i>Pour</i>	<i>14</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>0</i>

4. **MATERIEL SAPEURS POMPIERS**

Mr Maisonnas informe que suite à un contact avec le CPI de SANDRANS (Ain) qui est en train de se développer, les pompiers de cette caserne sont intéressés par le matériel d'équipement et d'habillement.

Il précise que les pulvérisateurs à guêpes et les combinaisons seront conservés par la commune. De plus, il informe qu'une proposition d'achat d'un montant de 5.000 € a été faite concernant le camion des pompiers.

DELIBERATION N° 12/03/04 : ALIENATION MATERIEL D'EQUIPEMENT DES SAPEURS POMPIERS

Monsieur le Maire rappelle au Conseil la dissolution du CPI NI de Thil le 1^{er} septembre 2011.

Il fait part à l'Assemblée que le CPI de SANDRANS (Ain) l'a informé être intéressé par l'acquisition du matériel d'équipement entreposé à la Caserne de Thil. La valeur de cet équipement est estimée à environ 700,00 €.

Le Conseil,
Après en avoir délibéré,

. Autorise Monsieur le Maire à céder à titre gratuit au CPI de SANDRANS (Ain) l'ensemble du matériel d'équipement entreposé dans la Caserne du CPI NI de Thil.

<i>Pour</i>	<i>14</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>0</i>

5. **PRESTATIONS PERISCOLAIRES**

Mr Guillard rappelle le prix actuel de la prestation Cantine à 4,80 €. Le prestataire de service (SCOLAREST) a transmis à la commune l'augmentation prévue au 1^{er} septembre prochain du prix de vente des repas, appliqué à la commune soit une hausse de 2,6 %.

Mr Guillard propose de porter le prix de repas facturé de 4,80 € à 4,90 €.

Concernant la partie Garderie / Etude, actuellement le prix facturé est de 2,20 € la prestation (garderie du matin, garderie du soir ou étude). Il rappelle que par délibération du 30 juin 2011, il avait été fixé le prix du « transfert » de l'étude (au-delà de 18 h 00) à la garderie du soir moyennant la somme forfaitaire de 1,00 € complémentaire.

Mr Guillard informe que la prestation « transfert » n'a jamais vraiment été utilisée. Aussi, il propose que le système de transfert ne puisse être accordé qu'à titre exceptionnel et soit gratuit.

.../...

Il propose de procéder à une augmentation du tarif de la prestation garderie / étude de 2,08 % et que le prix soit porté à 2,25 € la prestation au lieu de 2,20 € actuellement. Il confirme que les amplitudes horaires seront reconduites pour la rentrée.

Mr Manié comprend que cette prestation de transfert est liée aux parents en retard.

Mr Guillard répond que ce n'est pas fait pour être régulier. Il reconnaît que ce service a été parfois utilisé, mais jamais facturé.

Mr Abbou demande si cette augmentation est symbolique ou si cela aura un impact réel sur les charges de la commune.

Mr Manié constate que le prix appliqué commence à devenir cher.

Mr Guillard rappelle que le prix comprend non seulement le repas, mais également la prestation liée à l'encadrement et aux activités.

DELIBERATION N° 12/03/05 : TARIF DE L'ETUDE DU SOIR ET DE LA GARDERIE PERISCOLAIRE

Monsieur l'Adjoint délégué aux affaires scolaires expose au Conseil Municipal qu'en raison de l'amplitude des horaires de la garderie périscolaire et de l'augmentation des charges de personnel, il y a lieu de revoir le prix de l'étude du soir et de la garderie périscolaire.

Il propose à l'Assemblée de fixer le nouveau tarif de l'étude du soir et de la garderie périscolaire.

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur l'Adjoint délégué aux affaires scolaires et en avoir délibéré, le Conseil Municipal, fixe ainsi qu'il suit, à compter du 1^{er} septembre 2012, le prix de l'étude du soir et de la garderie périscolaire :

- Etude du soir 2,25 euros la prestation
- Garderie périscolaire 2,25 euros la prestation
- Transfert Etude du soir vers Garderie 0,00 euro le transfert

<i>Pour</i>	<i>11</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstentions</i>	<i>3</i>

DELIBERATION N° 12/03/06 : TARIF DES REPAS SERVIS AU RESTAURANT SCOLAIRE MUNICIPAL

Monsieur l'Adjoint délégué aux affaires scolaires expose au Conseil Municipal qu'en raison de l'augmentation du prix du repas facturé par le prestataire de service SCOLAREST / SOREMA de 2,60 % et l'augmentation des charges de personnel, il y a lieu de revoir le prix de vente du repas et/ou prestation du temps méridien.

Les repas servis et/ou prestation au restaurant scolaire sont vendus à un tarif unique pour les enfants de l'école ainsi que les adultes (corps enseignants, personnel communal, et intervenants).

Il propose à l'Assemblée de fixer le nouveau tarif des repas et/ou prestation du restaurant scolaire.

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur l'Adjoint délégué aux affaires scolaires et en avoir délibéré, le Conseil Municipal, fixe ainsi qu'il suit, à compter du 1^{er} septembre 2012, le prix au restaurant scolaire :

- Adulte : repas 4,90 euros le repas,
- Enfants : repas + encadrement + activités 4,90 euros la prestation

.../...

<i>Pour</i>	<i>12</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstentions</i>	<i>2</i>

DELIBERATION N° 12/03/07 : CONVENTION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE POUR LE REGLEMENT DES PRESTATIONS PERISCOLAIRES

Monsieur le Maire rappelle au Conseil que les prestations périscolaires des enfants de l'école La Riotte de Thil sont facturées aux familles qui règlent par chèque ou versement en numéraire à la Trésorerie.

Il peut être proposé aux familles qui le souhaitent de régler leur facture par prélèvement sur compte bancaire moyennant à ce jour 0,122 € / prélèvement à charge de la commune.

Le Conseil

Oùï les explications de Monsieur le Maire,

- Donne son accord pour proposer aux familles qui le souhaitent le paiement par prélèvement sur compte bancaire correspondant aux factures émises par la Commune,
- Accepte que les frais liés à cette proposition soient à la charge de la Commune.

<i>Pour</i>	<i>14</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>0</i>

6. SALLE POLYVALENTE

Mr Maisonnas informe qu'après chaque réservation de salle, le ménage de la salle polyvalente n'est pas forcément très bien fait par les utilisateurs.

Aussi, il propose que la Commune fasse appel à une société de nettoyage spécialisée le lundi matin en cas d'utilisation le week-end à raison de 17,70 € H.T. / heure.

Pour les associations qui ont reçues l'agrément, elles seraient aussi concernées par le supplément de 20 € (pour l'utilisation de la Grande Salle) et 10 € (pour l'utilisation de la Petite Salle).

Mr Prudon demande si les Elus peuvent bénéficier d'une location annuelle à tarif préférentiel (demi-tarif).

Mr Maisonnas répond que c'est une question politique et propose de renvoyer le sujet à un débat ultérieur.

DELIBERATION N° 12/03/08 : REGLEMENT INTERIEUR ET TARIFICATION DE LA SALLE POLYVALENTE

Monsieur le Maire rappelle à l'Assemblée la délibération n° 10/08/03 en date du 25 novembre 2010 fixant les tarifs de la Salle Polyvalente. Il précise qu'afin de faire appel à l'issue de chaque location, à une entreprise pour le nettoyage de la salle, les frais devront être pris en charge par les occupants (particuliers, associations...).

.../...

Il demande au Conseil Municipal de se prononcer sur le nouveau règlement d'utilisation de la Salle Polyvalente ainsi que sur les nouveaux tarifs de location et de chauffage de celle-ci applicables au 1er juillet 2012.

Après en avoir débattu,

Le Conseil Municipal,

- approuve le nouveau règlement d'utilisation de la Salle Polyvalente, applicable au 1er juillet 2012 (joint en annexe),
- fixe les nouveaux tarifs de location et de chauffage de la salle polyvalente à compter du 1er juillet 2012 à savoir :

	THILOIS <i>(1^{ère} utilisation annuelle)</i>	EXTERIEURS <i>à la commune et à partir de la 2^{ème} utilisation annuelle pour Thilois</i>
Salle de réunion	150 €	870 €
Grande salle + Salle de réunion	350 €	
Journée supplémentaire consécutive	90 €	150 €
Caution (<i>voir règlement</i>)	400 €	900 €
Associations	10 € (Salle de réunion) / 20 € (Grande salle)	

<i>Pour</i>	<i>14</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>0</i>

7. M.J. C.

Mr Maisonnas rappelle qu'un test a eu lieu en avril dernier avec la MJC de Montluel afin qu'un éducateur vienne à Thil au lieu d'obliger les jeunes à se rendre à Montluel.

Il précise que l'objet de la délibération présentée au vote, est de reconduire pour le mois de juillet ce partenariat. Entre 13 et 24 jeunes sont attendus.

Le médiateur viendra cinq ½ journées (en fin d'après-midi).

Pour information, il précise qu'à Montluel, les éducateurs ont réussi à mobiliser les jeunes pour un projet cet été.

Mr Grumet précise qu'il faudrait que les jeunes soient prévenus à l'avance.

Mr Traclet n'est pas certain qu'il faille prévenir les adolescents au préalable.

Mr Abbou est du même avis.

DELIBERATION N° 12/03/09 : PARTENARIAT ANIMATION JEUNESSE AVEC LA MJC DE MONTLUEL

Monsieur le Maire rappelle à l'Assemblée le projet de partenariat avec la MJC de la Communauté de Communes de Montluel (3CM) concernant la mise en place d'actions d'animation Jeunesse sur notre commune durant le mois de juillet 2012.

Le montant de la participation prévisionnelle prise en charge par la Commune s'élève à 2.850 € au maximum, ceci afin de couvrir les frais liés notamment à la prise en charge des jeunes à Thil, à leur transport sur les lieux d'activités et à la mise en place de l'équipe de médiation. Ce montant pourra être revu la baisse en fin de partenariat, en fonction du nombre de journées-jeunes effectivement réalisées et donc du nombre d'animateurs nécessaires.

.../...

Le Conseil,
Après en avoir délibéré,
Autorise Monsieur le Maire

- à signer la convention de partenariat de l'animation Jeunesse - été 2012 avec la MJC de Montluel,
- à mandater la somme correspondante aux prestations effectivement réalisées dans la limite de 2.850 €.

<i>Pour</i>	<i>12</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstentions</i>	<i>2</i>

8. FINANCES

DECISION MODIFICATIVE N° 1

<i>Pour</i>	<i>14</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>0</i>

DECISION MODIFICATIVE N° 2

<i>Pour</i>	<i>14</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>0</i>

DECISION MODIFICATIVE N° 3

<i>Pour</i>	<i>14</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>0</i>

DECISION MODIFICATIVE N° 4

<i>Pour</i>	<i>14</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>0</i>

9. DELIBERATION N° 12/03/10 : MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS PERMANENTS DE LA COLLECTIVITE

.../...

VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes et de leurs établissements publics,

VU la loi 84-53 du 26 janvier 1984 portant statuts de la Fonction Publique Territoriale, notamment l'article 34 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 en vertu duquel les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant, et que celui-ci doit mentionner sur quel(s) grade(s) et à quel niveau de rémunération il habilite l'autorité à recruter.

Il convient de modifier le tableau des emplois permanents.

Après en avoir délibéré,

Le conseil municipal,

- accepte les propositions du Maire,
- fixe le nouveau tableau des emplois permanents de la collectivité tel qu'indiqué en annexe, à compter du 1er juillet 2012.
- autorise Monsieur le Maire à prendre les Arrêtés ou Contrats nominatifs correspondants.

Annexe à la Délibération n° 12/03/10

LISTE DES EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS COMPLET

- . 1 Secrétaire de Mairie
- . 2 Adjoints Techniques 2^{ème} Classe (*Entretien des locaux*)
- . 2 Adjoints Techniques 2^{ème} Classe (*Service Voirie*)
- . 2 Adjoints Techniques 1^{ère} Classe (*Service Voirie*)
- . 1 Adjoint Technique Principal 2^{ème} Classe (*Service Voirie*)
- . 1 Adjoint Technique Principal 1^{ère} Classe (*Service Voirie*)
- . 1 Adjoint Administratif 2^{ème} Classe
- . 1 Adjoint Administratif Principal 1^{ère} Classe
- . 1 Rédacteur
- . 1 Rédacteur Principal

LISTE DES EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS NON COMPLET

- . 1 Adjoint Technique (*Bâtiments communaux : 33h15 annualisées à 28h00 par semaine*)
- . 1 Adjoint Technique (*34h00 annualisées à 30h50 par semaine*)
- . 1 Adjoint Technique (*4h40 annualisées à 4h40 par semaine*)
- . 1 Garde Champêtre Principal Territorial (*6h00 par semaine*)
- . 1 Agent Territorial Spécialisé des Ecoles Maternelles (*31h40 annualisées à 25h30 par semaine*)
- . 1 Agent Territorial Spécialisé des Ecoles Maternelles (*34h00 annualisées à 30h50 par semaine*)
- . 1 Agent Territorial Spécialisé des Ecoles Maternelles (*36h45 annualisées à 29h50 par semaine*)
- . 1 Adjoints d'Animation (*restaurant scolaire : 17h00 annualisées à 13h05 par semaine*)
- . 1 Adjoints d'Animation (*restaurant scolaire : 08h00 annualisées à 6h05 par semaine*)
- . 1 Adjoint d'Animation (*Garderie périscolaire : 15h20 annualisées à 11 h 55 par semaine*)
- . 1 Adjoint Administratif (*28h00 par semaine*)

<i>Pour</i>	<i>14</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>0</i>

10. DELIBERATION N° 12/03/11 : CONVENTION D'OFFRES DE CONCOURS

Monsieur BALSAMO est propriétaire d'un terrain situé au 84 rue Neuve à THIL et composé des parcelles cadastrées A 1662 et A 1664.

.../...

Par arrêté n° PC 01 418 11 A 0008 du 16 septembre 2011, Monsieur BALSAMO a obtenu l'autorisation de construire sa maison individuelle d'une superficie de 150 m² SHON environ et comprenant un garage.

Afin d'aménager l'accès à sa propriété depuis la voie publique, Monsieur BALSAMO a pris l'attache de la COMMUNE afin de solliciter la réalisation d'une bordure-bateau, équipement desservant en propre son terrain.

La COMMUNE a accepté le principe de la réalisation de cette opération de travaux publics, sous réserve d'une prise en charge des frais de réalisation par Monsieur BALSAMO.

Selon le devis n°4340 de la société BRUNET TP annexé à la présente, le montant estimatif de ces travaux est de 1 646 Euros HT, soit 1 968,62 Euros TTC.

En sa qualité de gestionnaire de la voirie publique, la COMMUNE assurera la maîtrise d'ouvrage des travaux ; en particulier, la COMMUNE supportera la charge du préfinancement desdits travaux.

Néanmoins, compte tenu de l'utilité présentée par l'opération de travaux pour sa propriété, Monsieur BALSAMO a décidé de faire à la COMMUNE une offre de concours à hauteur de 1 968,62 Euros. Il propose de conclure la convention d'offres de concours annexée à la présente.

Le Conseil,

Vu la convention signée par Monsieur BALSAMO,

Oùï les explications de Mr le Maire,

DECIDE

- d'accepter cette offre sur le fondement de l'article L. 2331-8 du Code Général des Collectivités Territoriales et de l'inscrire en recettes à la section d'investissement (article 1328) de son budget pour l'exercice 2012 dans le cadre d'une offre de concours.
- d'autoriser Mr le Maire à signer la convention avec Monsieur BALSAMO.

<i>Pour</i>	<i>14</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>0</i>

11. DELIBERATION N° 12/03/12 : CONVENTION D'OFFRES DE CONCOURS

Madame LAVERSANNE est propriétaire d'un terrain cadastré A1312 situé au 292 rue Neuve à THIL.

Par déclaration préalable n° DP 01 41811 A0036 du 8 octobre 2011, Madame LAVERSANNE a procédé à la division de son terrain en trois lots.

- Le lot A : d'une superficie de 1500 m² (future référence cadastrale A2020)
- Le lot B : d'une superficie de 800 m² (future référence cadastrales A2021)
- Le lot C : d'une superficie de 2241 m² (future référence cadastrales A2022).

Afin d'aménager l'accès à ces lots depuis la voie publique, Madame LAVERSANNE a pris l'attache de la COMMUNE afin de solliciter la réalisation d'une bordure-bateau, équipement desservant en propre le terrain de la demanderesse.

La COMMUNE a accepté le principe de la réalisation de cette opération de travaux publics, sous réserve d'une prise en charge des frais de réalisation par Madame LAVERSANNE.

Selon devis n°4339 de la société BRUNET TP annexé à la présente, le montant estimatif de ces travaux est de 3 107 Euros HT, soit 3 715,97 Euros TTC.

.../...

En sa qualité de gestionnaire de la voirie publique, la COMMUNE assurera la maîtrise d'ouvrage des travaux. En particulier, la COMMUNE supportera la charge du préfinancement desdits travaux.

Néanmoins, compte tenu de l'utilité présentée par l'opération de travaux pour la propriété susvisée, Madame LAVERSANNE a décidé de faire à la COMMUNE une offre de concours à hauteur de 3 107 Euros HT, soit 3 715,97 Euros TTC. Elle propose de conclure la convention d'offres de concours annexée à la présente.

Le Conseil,

Vu la convention signée par Madame LAVERSANNE,

Où les explications de Mr le Maire,

DECIDE

- d'accepter cette offre sur le fondement de l'article L. 2331-8 du Code Général des Collectivités Territoriales et de l'inscrire en recettes à la section d'investissement (article 1328) de son budget pour l'exercice 2012 dans le cadre d'une offre de concours.
- d'autoriser Mr le Maire à signer la convention avec Madame LAVERSANNE

<i>Pour</i>	<i>14</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>0</i>

12. DELIBERATION N° 12/03/13 : ACQUISITION DE PARCELLE A TITRE GRACIEUX

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal que dans le cadre de la mise en sécurité et de l'enfouissement des réseaux sur la RD.61b, au droit des numéros 82 et 98 rue de la Mairie, il y a lieu d'acquérir une bande de terrain jouxtant la voie.

VU la proposition de rétrocession à la commune de Thil à titre gratuit d'une bande de terrain d'une contenance de 16 m² des parcelles A.828 + 829,

Et

VU la proposition de rétrocession à la commune de Thil à titre gratuit d'une bande de terrain d'une contenance de 2 m² de la parcelle A.1120,

Le Conseil,

Où les explications de Monsieur le Maire,

- ACCEPTE cette cession à titre gratuit d'une bande de terrain d'une contenance de 16 m² des parcelles A.828 + 829, et d'une bande de terrain d'une contenance de 2 m² de la parcelle A.1120,
- et autorise Monsieur le Maire à signer tout document y afférent.

<i>Pour</i>	<i>14</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>0</i>

.../...

13. DELIBERATION N° 12/03/14 : DELEGATION DE FONCTION A L'ANIMATION MUNICIPALE ET A LA VIE ASSOCIATIVE

Monsieur le Maire rappelle à l'Assemblée la délibération n° 12/02/11 du 21 mars dernier, déléguant à Mme Hélène GAUTHIER, Conseillère Municipale, les fonctions relatives à l'Animation municipale et à la Vie associative.

Il informe que Monsieur le Préfet, par courrier du 17 avril dernier, a demandé que soit procédé à l'annulation par le Conseil Municipal de ladite délibération, ceci en application de l'article L.2122-18 du CGCT prévoyant que la délégation d'une partie de ses fonctions relève de la seule compétence du Maire.

Le Conseil,
Après en avoir délibéré,

- Annule la délibération n° 12/02/11 en date du 21 mars 2012.

<i>Pour</i>	<i>14</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>0</i>

14. DELIBERATION N° 12/03/15 : DELEGATION DE FONCTION A LA GESTION DU SYSTEME D'INFORMATION COMMUNAL

Monsieur le Maire rappelle à l'Assemblée la délibération n° 12/02/12 du 21 mars dernier, déléguant à Mr Guy CAPLAT, Conseiller Municipal, les fonctions relatives à la gestion du Système d'information communal.

Il informe que Monsieur le Préfet, par courrier du 17 avril dernier, a demandé que soit procédé à l'annulation par le Conseil Municipal de ladite délibération, ceci en application de l'article L.2122-18 du CGCT prévoyant que la délégation d'une partie de ses fonctions relève de la seule compétence du Maire.

Le Conseil,
Après en avoir délibéré,

- Annule la délibération n° 12/02/12 en date du 21 mars 2012.

<i>Pour</i>	<i>14</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>0</i>

15. QUESTIONS DIVERSES

Délégation temporaire de signature

Mr le Maire informe qu'en l'absence des membres du Bureau Municipal, il a donné délégation de signature à Mme Borrel-Jeantan pour les 28 et 29 juillet 2012.

.../...

Agenda

Une date de réunion est arrêtée pour la commission communication afin de préparer le n° 100 des Brèves (09 juillet 2012 à 20 h 00).

Une date de commission générale est fixée concernant le dossier d'assainissement et PADD (12 juillet 2012 à 20 h 00).

Epicerie

Mr Cote demande des précisions sur la fermeture de l'épicerie.

Mr le Maire répond qu'il a adressé un courrier au liquidateur judiciaire. Ce dernier détient deux propositions de reprise.

Garde champêtre

Mr le Maire informe qu'il a adressé un courrier au Bureau de Recrutement à Bron pour solliciter de leur part, des candidatures d'ex gendarmes à la retraite pour occuper un mi temps afin d'intervenir notamment sur les sujets d'urbanisme, constats voirie... entrées et sorties d'école.

Mr Traclet informe que le dossier concernant la vidéo surveillance a été accepté par les services préfectoraux.

Il constate que depuis que le garde champêtre n'est plus en fonction, les automobilistes ont tendance à se garer n'importe où.

Mr Abbou craint une vitesse excessive en face de la Mairie lorsque les automobilistes constateront l'absence d'agent assermenté.

Mr Traclet déplore qu'il n'y ait pas de Police Municipale durant les périodes de travaux. Il va se rapprocher de la gendarmerie à ce sujet.

L'ordre du jour étant épuisé,

La séance est levée à 22 h 40.